

LA N-VA A FAIM

SOUDÉE AU CD&V, LA N-VA ENTEND DÉSORMAIS RONGER LA BELGIQUE DE L'INTÉRIEUR

La présence de la N-VA dans le premier gouvernement fédéral de son histoire est de nature à voir conférer à son président Bart De Wever le statut d'homme politique flamand le plus influent de toute l'histoire de la Flandre.

PAR MICHEL HENRION

C'était le 12 octobre 2012, juste avant les dernières élections communales. La petite phrase aux allures de rododromade avait été lâchée par Bart De Wever sur le plateau télé de la chaîne flamande Vier^o:

«*D'abord, nous prendrons Manhattan. Ensuite, nous prendrons Berlin.*»

Deux jours plus tard, Bart De Wever décrochait 37,68 % des voix à Anvers, ville-symbole s'il en est. Et en janvier 2013, il s'installait dans le fauteuil de bourgmestre.

Manhattan-Anvers était tombé.

Aujourd'hui, moins de deux ans après la prédiction-métaphore, Berlin est conquis. Bart De Wever, «*le leader de la révolte*», comme il s'auto-proclamait, s'est emparé de la Flandre (Geert Bourgeois en est désormais le Premier ministre N-VA) et est en passe d'installer ses ministres nationalistes rue de la Loi.

La conquête du pouvoir par le «*modèle N-VA*» est chose acquise.

Mieux : Bart De Wever peut se targuer d'avoir chassé les socialistes à Anvers, au niveau flamand et jusqu'au Fédéral.

Car il n'y a pas grand doute sur l'accouchement de la #suédoise-#kamikaze : oh, certes, les négociations de la formation fédérale piétineront parfois, seront assurément parfois tendues (l'aile démocrate-chrétienne du CD&V exigera à coup sûr, pour prix de son aval, une solution créative pour dédommager les 800 000 coopérateurs d'Arco-Dexia)

mais l'allant de d'aucuns à mettre en place cette coalition de centre-droit passera outre les obstacles.

Un peu le même climat que lorsque Guy Verhofstadt, l'été 1999, fut en position de renvoyer l'Etat-CVP, la famille social-chrétienne, dans l'opposition.

DE WEVER, GAGNANT À TOUS LES COUPS

Il faut toujours prêter attention, non seulement aux petites phrases, mais aussi aux gestes apparemment anodins de Bart De Wever. Lorsque celui-ci, en 2010, rencontre Elio Di Rupo et que ce dernier lui demande de vulgariser son nationalisme, il ne lui conseille pas de visionner n'importe quel DVD : mais le biopic de Neil Jordan retraçant le combat de Michael Collins, l'artisan de l'indépendance de l'Irlande, un remarquable organisateur et stratège, tiens, tiens...

Bart De Wever ne s'en cache que peu : il entend laisser une trace, une marque forte dans l'histoire du nationalisme flamand. Vu de Flandre (on répète : *vu de Flandre*) le président de la N-VA est en train de réussir ce dont nombre de Flamands, de ses soutiens conservateurs, rêvaient mais qu'ils croyaient impossible : gouverner sans Vande Lanotte, sans Crombez, sans Tobback, sans Di Rupo, sans écolos, bref sans parti de gauche au pouvoir. Pour ceux-là, De Wever vire figure historique :

presque oubliés, Wilfried Martens ou Jean-Luc Dehaene.

Bart De Wever est, mine de rien, en passe de s'adjuger les galons, les lauriers d'homme politique flamand le plus influent de l'histoire de la Flandre.

Car Kris Peeters ne sera somme toute qu'un Premier ministre CD&V de décor en trompe-l'œil, largement soumis à la force motrice de Bart De Wever et des hommes-liges que celui-ci choisira d'envoyer au Conseil des ministres du 16 rue de la Loi.

Et si les sociaux-chrétiens flamands ont du souci à se faire pour leur avenir (la géographie électorale flamande est largement teintée du jaune dominant N-VA), les cartomanciens politiques estiment que les cartes de Bart, et ce quoi qu'il advienne, lui sont plutôt favorables.

DEUX CAS DE FIGURE

Soit la «*coalition suédoise*» vire «*kamikaze*», voire «*hara-kiri*».

Conséquence : aux yeux des Flamands, il aura été démontré qu'un gouvernement de centre-droit n'est donc pas possible dans le cadre belge actuel.

Pour De Wever, ce sera la validation par les faits de sa fameuse thèse (il la défend depuis sa jeunesse universitaire) des «*deux démocraties*» et de la nécessité d'instaurer le confédéralisme.

Et comme la priorité absolue actuelle de Bart De Wever est clairement de rapprocher, de carrément souder les rela-

tions N-VA, CD&V et OpenVLD, ces deux derniers partis ne pourront que suivre De Wever dans cette optique.

Et, du côté francophone, il restera l'image d'une «*Belgique délégitimée*», puisqu'elle aura donné naissance à un gouvernement jugé par trop déséquilibré...

Soit la «*suédoise*», sans être une promenade de santé, tient la route jusqu'en 2019. Elle réussit à transformer son évidente fragilité en atout : on s'y serre plutôt les coudes politiquement.

Dans ce cas, bonus toujours pour De Wever : il aura démontré qu'il ne fallait pas avoir si peur que ça de la N-VA, qu'elle peut se montrer gestionnaire, qu'elle ne menace pas la Belgique, ni même le Palais (où, soit dit en passant, la «*suédoise*» a trouvé quelque sympathie).

Qui sait, même ? Tout comme pour la rigide Maggie De Block – devenue au fil du temps à ce point populaire chez les francophones que certains, peu avertis des rapports de force entre partis, en arrivent à la souhaiter comme Premier ministre –, peut-être se trouvera-t-il aussi un jour des Wallons pour apprécier la rigueur sauce De Wever...

GOUVERNEMENT BOURGEOIS : PLUS QU'UNE COALITION, UN PROJET DE SOCIÉTÉ

Rappel de base : Bart De Wever, c'est tout sauf le nationalisme flamand romantique à l'ancienne, drapeau rugissant au vent et tout le toutim folklo.

C'est pour ça qu'il faut bien photographier ce nouveau gouvernement flamand du N-VA Geert Bourgeois est bien plus qu'une coalition. C'est la matérialisation d'une vision de société, d'un projet de «*Bavière flamande*» conservatrice, patriote pour sa Région, avec une politique économique libérale... Et les trois partis prenants (N-VA, CD&V, Open VLD) s'y voient presque pour une éternité. Il ne faut jamais augurer de rien, mais tout le climat politique au Nord laisse présager un «*Bourgeois 2*» ou un «*Liesbeth Homans 1*» en 2019, voire un épisode 3... Avec, pour clé de voûte, un axe CD&V-N-VA fort, quasi un nouveau cartel.

Ce qui était inimaginable il y a deux ans à peine est arrivé : Bart De Wever a donc exporté son «*modèle anversoïse*» (alliance N-VA, CD&V, Open VLD)

à la fois au gouvernement flamand et bientôt au gouvernement fédéral.

En bon joueur d'échecs, il jouera assurément la partie très calmement, avec une infinie patience. On fera muser la réforme fiscale (avec une nouvelle DLU pour la compenser budgétairement et la faire passer à l'Europe). On maintiendra l'indexation mais, allez, le «*panier de l'index*» sera à coup sûr secoué, encore plus que par le passé. Et pour ce qui est des allocations de chômage, garanties par le MR, faites confiance à la technique rodée de com' de Bart De Wever. On stigmatisera spectaculairement quelques cas extrêmes et marginaux, assurément scandaleux mais très isolés. Ça fera l'affaire pour faire passer malgré tout de nouvelles mesures restrictives, ou préparer l'étape suivante.

«*La politique est un savant mélange de raison et d'émotions*, dit volontiers De Wever. *Pour avoir le soutien de l'opinion publique, on joue sur les émotions davantage que sur la raison.*»

Et, surtout, la N-VA va devenir «*étatiste*». Souple dans les négociations, elle exigera son dû en nominations dans tous les rouages de l'Etat. Déjà présente dans les provinces (Jan Briers est gouverneur N-VA de Flandre-Occidentale), à la Cour constitutionnelle (Riet Leysen y siège comme juge), elle se retrouvera bientôt à la Banque nationale, dans nos ambassades; et, Pacte culturel aidant, plus forte encore dans nombre d'importants lieux de pouvoir.

En Flandre d'abord, l'administration sera naturellement, au fil du temps, de plus en plus en jaune et noir... Sans compter l'opportunisme hautement classique de nombre d'ambitieux qui, pour gagner des galons supplémentaires dans la Fonction publique fédérale, se rallieront au parti porteur. A nous les petits rouages.

AUX COMMANDES DE L'ÉCONOMIE ET DU POLITIQUE

Non, la N-VA de Bart De Wever, arrivée au pouvoir fédéral, ne va pas du tout, du tout se précipiter pour pousser à l'autonomie de la Flandre.

Fort de sa nouvelle position dominante, sa communication a largué le style : «*C'est maintenant ou jamais.*» La N-VA a compris que la «*force du changement*» ne s'exerce pas d'un coup de lampe d'Aladin. La réflexion porte désormais plutôt sur une interrogation : «*Comment ?*»

Et la réponse est, pour l'heure, assez

simple : avec le duo parfait N-VA-CD&V, c'est un peu toute la puissance de l'ogre CVP d'antan qui est de retour. Et qui a faim.

Grâce au duo, la stratégie sera de ronger la Belgique de l'intérieur, de la dominer, de la conformer à sa vision «*à l'allemande*». Jusqu'au moment – c'est le plan avoué de De Wever – où des francophones, insupportés, excédés, floués, deviendront à leur tour demandeurs de confédéralisme.

Le Trends Top de 2013 avait déjà récemment révélé que la Flandre, dans les entreprises privées, était lourdement surreprésentée à tous les postes stratégiques, par rapport au poids démographique de la Flandre.

Accrochez-vous : celle-ci décroche 79% des postes de DRH (relations humaines), 70,1% des directeurs financiers, 66,1% des CEO, 70,9% des directeurs marketing, 73,7% des directeurs commerciaux, 68% des responsables achats des entreprises comptant au moins cent employés.

C'est une évidence : l'économie belge était déjà teintée en jaune et noir.

On peut, certes, discuter à perte de vue sur la notion de savoir à partir de quel chiffre une Communauté est insuffisamment représentée au Fédéral.

Le récent sondage RTL-TVI/Ivox a montré en tout cas une photographie assez claire d'une certaine inquiétude des francophones :

– si 44,9% des francophones estimaient «*une bonne chose que le PS ne soit plus présent au Fédéral*» (39,9% pas d'accord), 53,7% des francophones estimaient qu'une coalition CD&V-N-VA-OVLD-MR «*fragilise l'Etat belge*» ;

– un seul parti francophone au Fédéral était jugé «*plutôt négatif*» (32,5%) ou «*très négatif*» (38,9%) par 71,4% des francophones !

– un «*gouvernement fédéral composé d'une minorité francophone est envisageable*» pour (seulement) 32,8% des FR (53,6% pas d'accord) ;

– 72,6% des francophones jugent qu'une coalition CD&V-N-VA-OVLD-MR est «*une bonne chose pour... les Flamands*» et 59,4% pensent que ce n'est «*pas une bonne chose pour la Belgique*» ;

– 23% des francophones seulement jugent qu'une coalition CD&V-N-VA-OVLD-MR est une «*bonne chose pour les francophones*» (62,6% pas d'accord) ;

– moins d'un tiers des francophones (31,9%) estime que le MR comme seul parti francophone «*n'est pas un pro-*

blème» (ce l'est pour 59,7%).

Cette fois, avec une représentation francophone incontestablement si basse qu'elle en est historiquement inédite (20 sièges FR contre 71 NL), le vrai problème est la conjonction de l'économique et du politique.

«*Les Flamands ont une volonté de prise en main des commandes socio-économiques et politiques de la Belgique considérée comme le réceptacle et l'agent d'une marginalisation de la Flandre pendant de nombreuses années. C'est un mouvement collectif marqué idéologiquement et solidaire, c'est un rouleau compresseur*», disait il y a peu Michel Dumoulin, professeur d'histoire contemporaine à l'UCL.

L'ARME DU NATIONALISME : D'ABORD DU CONCRET

Pour comprendre ce que sous-entend la nouvelle stratégie de Bart De Wever, il faut surtout savoir que De Wever a été fort marqué, inspiré par la pensée de Miroslav Hroch, ce peu connu mais important historien tchèque, grand théoricien des nationalismes. Ce qui implique, selon cet universitaire pragois, une combinaison de plusieurs types de relations (économique, politique, linguistique, culturelle, religieuse, géographique, historique), et leur influence sur la conscience collective. Dans sa phase finale, le processus d'installation du nationalisme passe par les institutions d'Etat. On y est.

Bart De Wever l'a dit plus clairement encore, un jour, dans un face-à-face avec David Van Reybrouck (l'auteur de *Congo* et inspirateur du «G1000» citoyen) :

– «*Pour réussir, l'idée nationaliste n'est pas juste à voir comme un objectif, un but idéaliste...*» Sous-entendu,

pour que l'idée nationaliste fonctionne, qu'elle ait du succès auprès des gens, ça doit se traduire par des faits : moins d'impôts, immigration mieux contrôlée, etc... La Nation est, dans cette optique, le moyen de «*résoudre les problèmes*».

C'est pour ça que la N-VA s'est montrée, ces temps-ci, si conciliante pour arriver au pouvoir fédéral. Parce qu'avec des outils de pouvoir en main, elle va pouvoir agir en pratique pour les Flamands = leur offrir des réductions d'impôts, des mesures à la Merkel qui feront plaisir au «*peuple flamand*» et imposeront un peu plus l'idée nationaliste comme séduisante. La recette de Miroslav Hroch.

«*C'est notre appeal*, concluait à l'époque De Wever. *Si vous pouvez construire ça, c'est bingo.*» De fait. Tilt. ■ MICHEL HENRION.

(*) <http://www.vier.be/dekruitfabriek/videos/first-we-take-manchattan-then-we-take-berlin/1479>

QUE PENSENT LES CITOYENS D'UNE SUÉDOISE EN GUISE DE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL ?

Suédoise ou pas, les prochaines semaines vont laisser les citoyens dans le doute. Ils veulent la stabilité au plus vite... mais pas à n'importe quel prix. Les négociateurs francophones sont donc prévenus. Il ne faut pas tout donner à la N-VA... sans aucun retour ! Sans quoi, ce sera un uppercut du gauche !

ROSE GEENAERTS, prépensionnée

«*Quelle horreur! Centre droite et droite-droite. Bien flamand et pas un seul Bruxellois. Beaucoup d'angoisse pour le chômage, pour les chômeurs, pour les pensions, pour*

la sécurité sociale, pour les pauvres en général et pour les étrangers ! »

SUZANNE DE WOLF, commerçante

«*Je vote à Bruxelles et je suis très contente. Finalement on va avoir un gouvernement où il y aura du changement ! Et je suis surtout très contente qu'il n'y ait plus de socialistes ! »*

BRIGITTE CORNELIS

«*Je n'ai pas encore vraiment d'avis mais je suis contente. On ne sait pas encore vraiment ce qu'il va advenir mais je suis heureuse parce qu'on ne parle plus de scinder la Belgique et parce qu'il va y avoir des réformes. Je comprends bien qu'il en faille. Mais je reste bien sûr dans l'expectative...* » ■

MADAME FRANCK

«*Je suis neutre et confiante. Je ne suis pas vraiment cela de près, mais rien n'est véritablement encore mis en place actuellement. De toute façon, quoi qu'il se passe, nous n'y changerons rien. Mais je pense qu'il y a suffisamment de gens intelligents là-dedans et j'ai entière confiance en Charles Michel.* » ■

MONIQUE BOSSELER, enseignante

« Cela ne va pas être facile. Pour les francophones, cela peut paraître inquiétant. Je n'ai rien contre le PS, mais ce n'est peut-être pas plus mal qu'il n'y soit pas, pour une fois. J'aurais bien voulu qu'il y ait le cdH et que la coalition soit aussi plus de centre droit. Mais je pense qu'il faut leur donner une chance. La N-VA, il fallait s'attendre à ce qu'elle arrive un jour. On ne peut pas avoir des *a priori ad vitam aeternam*. On ne peut pas continuer à dire simplement : non, on ne vous veut pas. Il faudrait plutôt se concentrer sur les points de leur

programme qui ne nous conviennent pas. Mais j'espère en tout cas que cela ne va pas bouger. (sic) Sinon cela va encore stagner (re-sic) et nous serons repartis pour 500 jours. Qu'on essaye et nous verrons bien. » ■

NAIM DURMISHI, radiologue

« Je pense qu'en politique, il faut donner ses chances à tous. Tôt ou tard, tous les partis pourront montrer leurs opinions. Alors pourquoi pas la N-VA ? Pourquoi ne pas leur laisser la chance de montrer leurs idées et aussi, eux de leur côté, de faire voir aux francophones qu'ils peuvent être un bon parti ? Il faut laisser sa chance à tout le monde, à part si ce sont des

partis comme le national-socialisme dans les années 30, évidemment. Et bien sûr, il ne faut pas utiliser la force pour s'imposer, sinon... » ■

OLIVIER MATHY, demandeur d'emploi en événementiel

« Inquiet. D'un point de vue légal, c'est tout à fait correct qu'il y ait plus de partis néerlandophones. Maintenant, est-ce que ça paraît soutenable à long terme ? Je ne pense pas. Si je me sens biaisé ? Disons que, comme 80 % des Francophones, je n'avais pas voté pour le MR... » ■

ELISABETH CRUPI

KOEN, employé de banque

« Je suis flamand donc j'aurais peut-être un avis différent d'un francophone. Selon moi, c'est une bonne évolution. Je suis de l'avis de ce qui est en train de se faire. (sic) Le fait qu'il y ait plus de partis néerlandophones que francophones ne m'apparaît pas comme un problème. Pour le dernier gouvernement, c'était l'inverse. Et de toute façon, il reste la garantie qu'il y aura autant de ministres francophones que néerlandophones. Il y avait un grand risque de ne pas avoir de gouvernement pendant des mois et là on a quelque chose qui marche. Sur le fond, ces partis ont de grandes similitudes. Je ne pense pas qu'ils auront du mal à se mettre d'accord. Peut-être un peu moins sur le point de vue communautaire mais en tout cas du point de vue économique, je pense qu'ils sont vraiment proches. »

N-VA : le détail et la précision

Depuis 10 ans à la Chambre et au Sénat, la N-VA interpelle le gouvernement fédéral et les ministres francophones ou flamands sur la famille royale, sur BHV, sur l'importance du bon emploi de la langue flamande... par exemple pour l'administration fiscale ou encore La Poste : « Des plaintes concernant l'utilisation exclusive du français par La Poste en Flandre continuent de nous parvenir. Ainsi, une personne a reçu à son adresse à Lauwe, en Flandre-Occidentale, un courrier unilingue en français de La Poste l'invitant à répondre à une enquête pour Select Post. S'agit-il en l'occurrence d'infractions aux lois linguistiques ? » Mais le Vlaams Belang et la N-VA posent d'autres

questions beaucoup plus précises sur l'Etat et les personnes qui y travaillent. Ce sont des questions qui peuvent paraître inintéressantes (ou pour le moins très techniques) à première vue, mais qui, lorsque l'on possède des desseins communautaires de séparation du pays, prennent un sens tout autre... et bien plus inquiétant, voire interpellant. Petit florilège des questions posées aux ministres ou secrétaires d'Etat : « Pourriez-vous me dire si l'équilibre linguistique est respecté dans l'Office de contrôle des mutualités et des unions nationales de mutualités ? Ou encore à la Police fédérale, à l'Armée, à l'administration de la Santé publique, aux Finances... mais les plus petites structures les intéressent aussi, comme le centre d'études et de recherches vétérinaires et agrochimiques ! » Rien n'est donc laissé au hasard. Ils veulent savoir combien de Flamands et de francophones... il y a dans chaque structure dépendant du Fédéral. Là, ce n'étaient que des questions. A présent, s'ils s'installent à des postes de ministres, ils pourront évidemment s'incrire dans l'administration. ■ VINCENT LIÉVIN